

ON N'OUBLIERA PAS. PLUS JAMAIS CA !

Depuis le début de la crise sanitaire, après avoir tenu un discours autoritaire et moralisateur, Emmanuel Macron a découvert la sécurité sociale, l'hôpital public, les services publics, la solidarité, il nous promet le changement, un autre modèle économique... La CGT jugera sur pièce. Il est à craindre que les mêmes recettes libérales contre le monde du travail soient mises en œuvre, en preuve l'appel du MEDEF à revenir sur le temps de travail, les jours fériés et les congés. Tout au contraire, il faut revoir nos modes de développement, de production, de consommation et réduire le temps de travail à 32h.

CE QUE NOUS MONTRE LA CRISE :

Tout le monde se rend compte aujourd'hui que seuls les travailleurs sont indispensables à la vie sociale.

Les professions de santé et de la protection, les caissières, les éboueurs, les agriculteurs, les chauffeurs routiers et bien d'autres professions vitales en ce moment pour le pays se mobilisent tous les jours, malgré l'ahurissante pénurie de moyens de protection et de dépistage dont les récents gouvernements sont responsables.



Ils ont, depuis des années, sacrifié la recherche médicale, l'hôpital, les EHPAD avec des choix budgétaires mortifères, ils ont délocalisé les entreprises produisant les biens de première nécessité. Le résultat ? Un système de santé asphyxié, des morts par milliers

Ils nous ont dit d'un côté : restez chez vous ! De l'autre ils nous pressent, comme par exemple la ministre du travail ou les dirigeants de la métallurgie, de retourner travailler dans n'importe quelles conditions. C'est l'économie qui est prioritaire. Déjà, la loi d'urgence imposée en force par le Président de la République a surtout pour effet de réduire les droits du travail, à donner plus de pouvoirs aux employeurs et à restreindre les libertés. Ils nous veulent à genoux. Faut-il encore plus de morts, dans les grandes surfaces, dans les usines ... ?

Pour nos dirigeants politiques ou économiques, nos vies valent moins que les profits financiers.

Des exemples en Indre et Loire :

- CHU Le plan COPERMO aboutit à la fermeture de plus d'une centaine de lits
- Mac DO Des conditions de travail préjudiciables au personnel et aux clients. Des masques stockés et non distribués
- Drive Leclerc, pas de masques pour les salariés
- La Poste A Sorigny, la direction impose des rapports de travail dégradants
- EHPAD du Parc à Chambray : 93 résidents. Cinq morts. Vingt-six retraités positifs dont dix graves. Un tiers du personnel infecté par le Covid 19.
- Pression sur des employés municipaux pour travailler dans les EHPAD sans qu'ils soient formés
- Dans de nombreuses entreprises, pas de mesures de sécurité alors que des cas de contamination sont avérés, embrouilles sur les salaires et le chômage partiel
- Partout l'absence de tests, de gants, de masques ...

EST CE QU'ON PEUT ACCEPTER CA ?

Si on ne fait rien, demain cela pourrait recommencer. Ils refusaient de financer la santé publique, soudainement ce sont des milliards d'euros qui sont débloqués pour rassurer les spéculateurs en bourse, et soi-disant, pour sauver les entreprises. On nous a déjà fait le coup après la crise de 2008. Rappelez-vous. Qui a payé ? Qui s'est enrichi ?

UNE SEULE POSSIBILITÉ :

S'ORGANISER, RÉSISTER, IMPOSER D'AUTRES CHOIX !

La priorité doit aller vers la sécurité sanitaire et sociale des travailleurs qu'ils soient en activité, au chômage ou en retraite.

REVENDIQUONS :

- L'abrogation des restrictions au droit du travail
- L'abandon définitif des réformes du chômage et des retraites
- Retrait des plans de restructuration dans les hôpitaux et au CHU et arrêt total des fermetures de lits
- Un vaste plan d'embauche et ouverture de lits dans les EHPAD et les hôpitaux publics
- L'arrêt des activités non essentielles
- La suppression des dividendes versés aux actionnaires
- L'interdiction des licenciements
- L'augmentation des salaires et des pensions et la hausse du SMIC
- Le 100 % Sécurité Sociale
- La nationalisation des entreprises industrielles, de services et financières stratégiques pour le bien public
- Des moyens pour les services publics

Le 1^{er} MAI va se dérouler dans les conditions d'exception de confinement puisqu'il n'y a pas de possibilité de manifestation de rue ou de rassemblement, ce n'était pas arrivé depuis la seconde guerre mondiale.

Ne restons pas silencieux sur nos revendications pour autant, **crions là où nous sommes, affichons à nos fenêtres et balcons des slogans, des banderoles, investissons les réseaux sociaux**. Face à cette pandémie mondiale, exigeons l'arrêt des guerres et la solidarité internationale.

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE

Construisons, une société juste et solidaire aux plans économique, social et écologique